

PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon*

Décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Défrichage de 8 500 m² pour la réalisation d'un lotissement sur le territoire de la commune de MONS (30)

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relatif au projet référencé ci-après :

- n°2015-001440,
- Défrichage de 8 500 m² pour la réalisation d'un lotissement sur le territoire de la commune de MONS (30) déposé par SAS FONCIERE BAMA,
- reçu le 20/01/2015 et considéré complet le 27/01/2015 ;

Vu l'arrêté N° 2014280-0003, en date du 7 octobre 2014 du préfet de région du Languedoc-Roussillon portant délégation de signature à Monsieur Didier Kruger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 12/02/2015 ;

Considérant que le projet porte sur un défrichage de chênes, de pins et de broussailles préalablement à la réalisation d'un lotissement constitué de 13 lots destinés à la construction de maisons individuelles ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51° a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de défrichage soumis à autorisation au titre de l'article L.341-3 du code forestier et portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare et inférieure à 25 hectares ;

Considérant que le projet d'une superficie de 8 500 m² se situe au lieu-dit «Les Panissières », sur les parcelles section B n°726 p, 1542 p, à proximité de résidences individuelles et de deux voies d'accès, le chemin des Panissières et le chemin de la Lauze ;

Considérant que le projet s'inscrit en zone U2 c'est-à-dire zone urbanisée (extension de la commune) du Plan Local d'Urbanisme (PLU approuvé le 21/09/2009) de la commune de MONS et en continuité d'une zone urbanisée ;

Considérant que le projet prévoit le raccordement aux réseaux publics existants (assainissement des eaux usées) ;

Considérant que la zone susceptible d'être affectée par le projet, occupée par une friche et des boisements naturels, ne présente pas de sensibilité environnementale particulière ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible d'impacts notables sur l'environnement.

Décide :

Article 1^{er}

Le projet de « défrichement de 8 500 m² pour la réalisation d'un lotissement sur le territoire de la commune de MONS (30) » objet de la demande n°2015-001440 n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la DREAL.

Fait à Montpellier, le - 3 MARS 2015

Pour le Préfet de région et par délégation,

Le Chef du Service Aménagement

Jean-Emmanuel BOUCHUT *Voies et délais de recours*

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région
DREAL Languedoc-Roussillon
520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007
34064 Montpellier cedex 02

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

en ce qui concerne les départements du Gard et de la Lozère :
Tribunal administratif de Nîmes
16, avenue Feuchères
CS 88010
30941 Nîmes Cedex 09

en ce qui concerne les départements de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales :
Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34003 MONTPELLIER CEDEX 1

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).